

PAS DE CONFUSION, SVP !

Nos ex-camarades dont nous nous sommes séparés fin 2022, présentent une liste aux élections européennes, intitulée « *pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution !* », conduite par Selma Labib.

Nous ne partageons pas leur orientation politique, à plus forte raison dans le contexte actuel où leur candidature contribue à émettre la gauche révolutionnaire. **Mais c'est bien leur droit de s'engager sur le terrain électoral et nous n'avons nulle intention de le leur contester.**

Simplement et dans la mesure où ces camarades utilisent l'appellation « *NPA révolutionnaires* », nous mettons en garde nos lecteurs et am.les: cette liste et les positions qu'elle défend n'est pas celle du NPA *l'anticapitaliste*, celui d'Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou, Pauline Salingue qui appellent clairement à **l'unité pour une gauche de combat contre le capitalisme et l'extrême-droite** et à voter pour la liste de **Manon Aubry**.

Imprimé sur support papier par nos soins; directeur de la publication et responsable de la rédaction: Daniel BOUFFORT

ISSN 2969-9924

# Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°140.1  
26 mai  
2024

## Election pour une gauche de rupture, nous voterons européenne : pour la liste conduite par Manon Aubry

La campagne des élections européennes s'achève dans un climat de tension internationale: la guerre menée contre le peuple ukrainien par la Russie impérialiste se poursuit, le génocide orchestré par l'Etat d'Israël à Gaza continue de se dérouler avec la complicité des grandes puissances, à commencer par la France, la Chine réitère ses manœuvres et intimidations contre Taiwan... En France, le contexte politique est marqué par une séquence d'autoritarisme forcené de Macron et de ses lieutenants qui veulent criminaliser la solidarité : accusations d'antisémitisme, interdictions de réunions publiques, convocations à la police pour « apologie du terrorisme » de plusieurs centaines de personnes, condamnation à un an de prison avec sursis d'un responsable local de la CGT dans le Nord pour quelques lignes dans un tract. S'ajoute la provocation qu'a constitué le vote par la droite, l'extrême-droite et la macronie du dégel du corps électoral de la Nouvelle Calédonie avec l'espoir du pouvoir d'asseoir constitutionnellement la recolonisation du territoire. Là est l'origine de la révolte qui a enflammé, et enflamme toujours, le « caillou » en dépit d'une répression féroce.

Les élections européennes seront un reflet de ce climat nauséabond et des lourds dangers dont il est porteur. Alors que la macronie pense trouver de l'oxygène en mettant partiellement en œuvre le programme de l'extrême droite, le RN se contente de tirer profit des mesures prises par le pouvoir actuel. Au niveau européen, il ne fait guère de doute que le bloc ultra-réactionnaire, raciste et autoritaire, avec des composantes fascistes, va franchir une étape à l'occasion de ces élections.

Cela rend d'autant plus urgent et nécessaire une alternative aux politiques capitalistes qui leur ouvrent la voie. A gauche, si l'on peut dire, le projet social-libéral, bien mal en point après le calamiteux septennat Hollande, est en train de refaire surface à la faveur de la campagne Glucksmann. C'est tout l'inverse dont nous avons besoin : **rassembler les anticapitalistes et les antilibéraux dans une gauche de combat** qui s'appuie sur les luttes, contribue à les construire et dont le programme de rupture serait un point d'appui pour le monde du travail, pour la solidarité avec les PalestinienNES...

Ces derniers mois, nous avons œuvré au rassemblement de ces forces, en particulier en cherchant un accord avec La France Insoumise, sur la base de nos convergences dans les luttes sociales, le rejet de la gauche sociale-libérale et nos positionnements par rapport à l'Union européenne. Nous regrettons que LFI ait mis en avant des désaccords certes réels que nous pouvons avoir – par exemple sur la question des formes de soutien à la résistance ukrainienne – mais somme toute insuffisants pour refuser de regrouper cette gauche de combat, après l'échec patent de la Nupes.

Malgré l'absence de cette liste de rassemblement, dans le contexte où la solidarité avec la Palestine subit une répression inédite (les attaques contre Mathilde Panot et Rima Hassan en témoignent), notre camp social a intérêt à ce que la **liste conduite par Manon Aubry** – qui de fait est **la mieux placée pour réunir à une large échelle les suffrages exprimant la volonté de ne pas se résigner** et d'en découdre avec le système – fasse le plus de voix possible.

**En conséquence et au-delà de nos divergences actuelles avec LFI (rappelées page 3), le NPA l'Anticapitaliste appelle à voter pour la liste conduite par Manon Aubry.**

Contre l'extrême droite,  
Pour une gauche de combat,  
Pour le droit du peuple palestinien,  
**Nous voterons MANON AUBRY**



**l'Anticapitaliste**  
CHÔMAGE, RÉPRESSION, DROIT DES PEUPLES



**RIPOSTE GÉNÉRALE**

<b>ZOOM</b> Solidarité, lutte et mouvement	<b>INTERNATIONAL</b> 2024. Tous les pays ont des élections avec le Président 1 mai	<b>AGISSANTS</b> La résistance internationale et la construction des comités de soutien	<b>CHAMPFÈRES</b> Solidarité, lutte et mouvement
---	---	--	---

avec  
Olivier BESANCENOT,  
Christine POUPIN,  
Philippe POUTOU,  
Pauline SALINGUE



Pour prendre contact avec le comité NPA l'antiK du pays malouin: [npasaintmalo@gmail.com](mailto:npasaintmalo@gmail.com)

## PREMIERES REFLEXIONS OLYMPIQUES...

Alors que la flamme olympique va arriver dans notre région, la France est désormais sous l'œil des médias du monde entier jusqu'en septembre.



Pour le pouvoir en place, il est impensable que la fête soit gâchée par de vulgaires contestations écologiques ou sociales, alors même que le contexte politique extrêmement instable et tendu les rend probables.

La macronie, sans majorité parlementaire, a du passer en force sur les retraites. La séquence ouverte depuis le 7 octobre n'a fait que renforcer la tentation autoritaire d'un pouvoir de plus en plus illégitime qui a inclu le RN dans l'arc républicain, pour mieux mettre au ban La France Insoumise et la gauche révolutionnaire sous l'accusation d'antisémitisme. Et c'est désormais le même arc qui veut par la force maintenir l'ordre colonial en Kanaky.

La répression s'accélère, en particulier contre les mobilisations écologistes : à Sainte-Soline, puis contre les opposantEs à l'A69 entre Castres-Toulouse et avec l'utilisation des moyens antiterroristes contre les participantEs aux actions contre Lafarge.

La montée en gamme des moyens de répression et de contrôle se concrétise par le **développement extrêmement rapide de la vidéosurveillance algorithmique (VSA)**. Avec la loi JO votée en catimini en mai 2023, le pouvoir s'est donné les moyens d'expérimenter et de pérenniser un grand nombre de dispositifs liés à l'intelligence artificielle d'ores et déjà en place dans les gares, les aéroports, à la RATP, à l'occasion du match OL-PSG en avril ou... des concerts de Taylor Swift.

Les Jeux olympiques et paralympiques sont un **laboratoire grandeur nature du contrôle des populations et du contrôle social** qui pourrait bien servir de modèle à d'autres capitales... et **servir au contrôle des populations qui s'opposent aux politiques liberticides, écocides, racistes et coloniales**. Nous avons mesuré, comme des milliers de parisienNEs, en recevant l'alerte au son strident du ministère de l'Intérieur sur leur téléphone, la capacité des autorités à utiliser, quitte à les détourner de leur vocation initiale, tous les moyens nécessaires pour nous tracer, canaliser, nous surveiller.

Les Jeux olympiques seraient alors l'occasion d'un exploit pour le capitalisme de surveillance comme ils le sont déjà et depuis longtemps pour le **business et la finance!** Il n'y a qu'à prendre la liste des partenaires mondiaux et nationaux pour s'en convaincre: Coca-Cola, AirBnB, Toyota, Samsung, Visa, EDF, Accor, Orange ou encore Carrefour... Sans parler des rémunérations extravagantes versées aux pontes de ce grand bazar.



Nous suivrons évidemment et continuerons à réfléchir sur les nombreux autres angles sociaux et politiques qui ne manqueront pas d'être percutés lors de cette séquence olympique.

## Le passage de la flamme olympique à Saint-Malo ne peut masquer l'absence d'une politique sportive locale

Plusieurs fois reportées, des Assises du Sport se sont tenues en janvier 2023 avec pour objectif annoncé de définir une politique sportive et un schéma directeur des équipements. Si des décisions ont été arrêtées et budgétées en ce qui concerne quelques équipements (salle de gym du CJF à Paramé, salle multisports pour la JA à la Découverte, réfection des tennis de Marville), **toujours pas d'orientations affirmées et assumées quant à une politique sportive**. On se moque un peu du monde sportif et de ses bénévoles.

Et pourtant, quand on voit les difficultés financières dans lesquelles se débattent deux des principales associations malouines (JA et CJF), on mesure la nécessité qu'il y ait enfin un pilote dans l'avion dans ce domaine et qui fasse autre chose que de causer fort.

Pour autant, on sent bien les pressions et tentatives monter, visant à concentrer des moyens budgétaires sur le secteur du nautisme et de la course au large, au détriment de l'action en faveur du sport pour tou.te.s.

Même si, le temps du passage d'une flamme—qui au passage va coûter près de 200.000€ d'argent public au département d'Ille-et-Vilaine et 50.000€ à la ville de Saint-Malo – on essaie d'associer jeunes, clubs sportifs et bénévoles, pour les passionnés de sport, pas de quoi s'enflammer donc le 1er juin !

### LA FAÇADE CHANGE LES IDÉES RESTENT



Durant les campagnes présidentielles de 2017 et 2022, Macron se présentait volontiers comme le rempart contre l'extrême droite... Aujourd'hui celle-ci gagne du terrain en France et partout en Europe et Macron comme Attal, dont la politique a fait et fait toujours prospérer le RN, **installe celui-ci comme unique force alternative en France**. C'est ce qu'a signifié le récent débat Bardella-Attal. C'est ce que signifie la proposition récente de Macron de débattre avec Le Pen...

Même si l faut être bien conscient de l'évolution délétère du rapport de force, il n'y a cependant **rien d'inexorable à l'ascension du RN au sommet de l'État**.

A condition que l'ensemble de la gauche sociale et politique se débarrasse de ses travers habituels que sont le sectarisme, la fragmentation, l'aveuglement qui l'ont conduite aux erreurs tragiques des années 30.

A condition que l'ensemble de cette gauche se rassemble dans la lutte contre l'extrême droite, ses multiples facettes et officines, ses idées, en particulier sur les thèmes sociaux, du racisme et des attaques antidémocratiques.

C'est ce à quoi notre parti s'attachera dans les semaines à venir.



N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre page facebook: <https://www.facebook.com/npaSaintMalo> Et nos sites web départementaux et nationaux <https://www.anticapitaliste-35.org/> <https://npa-lanticapitaliste.org>





## Halte à la répression en Kanaky ! Stop à la recolonisation ! Autodétermination !

Le 14 mai dernier, le gouvernement français lançait une nouvelle offensive contre le peuple kanak. Après des mois de mobilisations pacifiques, le vote à l'Assemblée Nationale du **dégel du corps électoral** a constitué **une véritable provocation confirmant la recolonisation du territoire** amorcée depuis 2021. Comme par le passé, face à la révolte, l'État français pratique une politique de répression féroce.

### Le soulèvement d'un peuple

Darmanin a taxé les militantEs indépendantistes de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain), de « voyous », de « mafieux », « non politiques »... C'est un procédé habituel des États impérialistes de **criminaliser et disqualifier les colonisésEs**. Mais la mobilisation en Kanaky est populaire. Des grèves dans plusieurs secteurs et des opérations de barrages filtrants ont paralysé le pays. Le mouvement est particulièrement fort dans la jeunesse qui se mobilise depuis plusieurs semaines contre cette nouvelle **dépossession coloniale**, mais aussi contre les **discriminations racistes et sociales quotidiennes**.

Près de trente ans après les accords de Nouméa, les inégalités sont abyssales. À compétences égales, ce sont les métropolitains qui occupent les emplois au détriment des travailleurEs kanaks. Véritable **racisme systématique**, cette **hiérarchisation sociale** est totalement revendiquée par les loyalistes qui veulent maintenir cet ordre colonial. Cette « *Légalité coloniale, cet "Ordre républicain", permet toutes les injustices* », écrivait le leader indépendantiste kanak Éloi Machoro assassiné en 1985 par le GIGN.

### Une répression coloniale tous azimuts

La Kanaky est dans la liste de l'ONU des **territoires devant être décolonisés**. Mais pour l'État français, renoncer à sa colonie, c'est renoncer à 30% des ressources mondiales de

**nickel**, aux ressources maritimes et à la position géostratégique du territoire pour assurer ses opérations militaires. L'État français opprime et réprime le peuple kanak depuis plus de 170 ans et le rend minoritaire en le diluant toujours davantage dans un corps électoral élargi.

Quand les manipulations juridiques ne passent pas, c'est le choix d'une répression féroce qui préside: couvre-feu, État d'urgence, répression dans le sang, vagues d'arrestations... C'est **le vrai visage de l'État colonial** qui a déployé un important dispositif de gendarmes, de CRS, du GIGN, du RAID, relayé sur place par les milices loyalistes caldoches. L'histoire de la colonisation française en Kanaky est jalonnée de massacres. Les accords de Matignon en 1988, consolidés par ceux de Nouméa en 1998, censés assurer le droit à l'autodétermination du peuple kanak, ont été piétinés par Macron. Son récent voyage éclair sur place et sa perspective de référendum n'y changeront rien.

### Le combat des Kanaks est celui de tous les opprimésEs

Face à cette nouvelle provocation du gouvernement français, il faut **démonter le discours colonial** qui à longueur de médias décrédibilise et délégitime la révolte des Kanaks. L'ensemble du mouvement ouvrier et de la jeunesse doit se solidariser avec le peuple kanak pour **peser sur notre propre impérialisme**. Nous exigeons:

- ♦ **le retrait du projet de loi sur le dégel du corps électoral,**
- ♦ **la libération des prisonniers politiques,**
- ♦ **l'abandon des poursuites contre les inculpés,**
- ♦ **mais aussi le respect du droit à l'autodétermination du peuple kanak avec l'ouverture de discussions pour un processus de décolonisation.**

Des Kurdes aux Palestinien-nes, la lutte des Kanaks est celle de tous les peuples opprimés dans le monde.

Nous envisageons de publier dans les semaines à venir un numéro de notre feuille de débat LA BOUSSOLE sur la crise sociale de Kanaky

## NOS DIVERGENCES AVEC LA FRANCE INSOUmise

Notre position de vote en faveur de la liste de l'Union Populaire conduite par Manon Aubry ne nous entraîne nullement à taire quelques points actuels de désaccords avec la France Insoumise:

♦ pour nous, revendiquer « *des mesures de vitalité démocratique pour rompre avec l'exclusion civique* » (programme Avenir en commun 2022) impose un **fonctionnement démocratique interne** de l'organisation ou du mouvement qui porte un projet censé répondre « *aux aspirations populaires* » et « *aux exigences fondamentales d'organisation d'une société démocratique* », ce qui n'est manifestement pas le cas du fonctionnement actuel interne de LFI,

♦ Le retour d'Adrien Quatennens à l'Assemblée nationale après sa condamnation pour **violences sexistes** a mis en évidence la contradiction d'une **gestion pyramidale de « l'affaire »** par la direction du parti avec le programme défendu en la matière mais aussi avec les militantes prêtes à s'affronter à l'appareil pour que les violences sexistes et sexuelles soient traitées correctement.

♦ Sans revenir dans le détail sur le motif invoqué par LFI pour refuser un accord électoral pour l'élection européenne avec le NPA (\*), rappelons qu'en la circonstance, la direction des insoumis a eu recours à une argumentation fallacieuse et insincère, soutenant une position sur l'Ukraine qui n'était manifestement pas celle qu'elle proposait au moment où elle espérait une liste de l'ensemble de

la Nupes conduite par Ecologistes.

♦ « *Les Outre-mer sont des membres à part entière de notre République, même s'ils aspirent également à faire reconnaître leurs spécificités ultramarines. Nul séparatisme, nul repli dans cette affirmation* » dit le programme Avenir en commun 2022. A aucun moment, il n'est question dans ce programme d'**autodétermination** et d'une perspective d'**indépendance** rompant avec le passé colonial de la France. Cette question revêt évidemment une certaine actualité au moment où la Kanaky s'embrase et force est de constater le silence de LFI quant aux perspectives à tracer s'agissant du **droit du peuple kanake à disposer de lui-même**.

Aussi, au-delà de notre position de vote en faveur de la liste conduite par Manon Aubry, en toute indépendance, le NPA l'Anticapitaliste défendra ses positions en faveur d'une Europe des travailleurES et des peuples, contre tous les impérialismes, notamment ceux de l'Union européenne et de l'OTAN, pour la liberté de circulation et d'installation, la réquisition des banques et des grandes entreprises de l'énergie, pour une transition écologique rompant avec le capitalisme et le productivisme, et une harmonisation vers le haut des droits sociaux européens.

(\*) à ce sujet relire notre article paru dans *Rouge Emeraude* n° 136, toujours accessible par [https://www.anticapitaliste-35.org/IMG/pdf/re136\\_diff.pdf](https://www.anticapitaliste-35.org/IMG/pdf/re136_diff.pdf)

## BREVES DE PONTONS



### Toujours en solidarité avec le peuple de Gaza et de Palestine

Samedi 17 mai, au moment où le défilé de l'*Etonnant Voyage* passait devant la Grande Porte malouine, des militantes de l'AFPS du pays

de Saint-Malo déployaient une banderole de solidarité avec le peuple palestinien. Aussitôt, les participant.es à la marche s'arrêtaient pour saluer cette initiative et pour affirmer leur solidarité.

Samedi 25 mai, les militant.es de l'AFPS étaient à la porte du Carrefour de La Madeleine, pour dénoncer les liaisons et la complicité de cette multinationale avec la colonisation israélienne.

Autant d'actions qui entretiennent la mobilisation locale, ici, tant il est impérieux de rappeler, qu'à Gaza comme en Cisjordanie, les crimes de guerre et le génocide se poursuivent. Et qu'en dépit des injonctions de l'ONU, de la Cour Internationale de Justice, des demandes de mandats d'arrêt à l'encontre de hauts responsables israéliens dont Netanyahu, et du Hamas par le procureur de la Cour pénale internationale, les livraisons d'armes et de composants ainsi que le business des états occidentaux avec l'Etat d'Israël se poursuivent...

Et tant qu'il le faudra, il faudra se mobiliser pour la paix, pour le droit des palestiniens.

TOUT A COMMENCÉ EN 1948.



### De Rennes à Saint-Malo, de Gaza au Congo..., L'Etonnant Voyage a marché pour ... les droits fondamentaux.

Samedi 17 mai, au terme d'un périple de 8 jours, l'*Etonnant Voyage* qui rassemblait alors plusieurs centaines de personnes, a traversé Saint-Malo de la plage des Bas-Sablons jusqu'à Paramé. Il a été salué officiellement et chaleureusement par le festival littéraire Etonnants Voyageurs, tout en faisant valoir avec force sa **solidarité avec tous les opprimés de ce monde**. Qu'ils ou elles soient de Gaza, du Congo ou de Kanyak, ou encore qu'ils ou elles soient sous le coup de mesures administratives injustes comme à Dol-de-Bretagne.

C'est sur le site de Keriadenn, par une belle soirée festive, que s'est conclue cette semaine de marche solidaire, riche en rencontres, réflexions, émotions et expériences de **fraternité**, ceci au moment où la liberté d'expression est si furieusement mise en cause et que tout est fait pour invisibiliser ceux et celles qui sont contraints de se battre chaque jour pour le droit à une vie dans la dignité.

Cette journée fut aussi très intense pour la vingtaine de bénévoles malouin.e.s qui ont « compensé » l'indifférence des élus locaux de Saint-Malo, contrairement à l'intérêt et le concours qu'ont apporté avec enthousiasme les autres communes-étapes.

DB

### « Carhaix, Carhaix, Résistance ! ».

Depuis le 14 mai, plus de 100 personnes défenseurEs des urgences de l'hôpital de Carhaix lancent ce cri quasi quotidiennement devant le commissariat de Quimper (Finistère). Ils et elles sont doublement en colère.

**Carhaix: toujours pas d'urgences à l'hôpital... mais des gardes à vue**

D'une part, le protocole pour la réouverture des urgences de leur hôpital du Kreis Breizh — signé le 27 octobre par l'Agence régionale de santé (ARS), le département et la préfecture — n'a toujours pas vu la moindre mise en œuvre. D'autre part, et c'est pour cela qu'ils sont devant le commissariat, les mêmes qui avaient signé le protocole ont porté plainte pour séquestration et violences en réunion, à la suite de l'occupation des locaux de l'ARS à Quimper le 14 septembre 2023. Une dizaine de personnes (il semble que la liste pourrait s'allonger) dont le porte-parole du comité de vigilance de l'hôpital de Carhaix, Matthieu Guillemot, des militantEs syndicalistes (six de la CGT et trois de la CFDT) ont ainsi été convoquéEs à partir du 14 mai pour être entenduEs **sous le régime de la garde à vue**.

### Mobilisation contre la répression

Mardi 14, c'est notre camarade Matthieu Guillemot qui « a ouvert le bal ». Pour l'accompagner, quelque 200 personnes, pour une part venues de Carhaix, des syndicalistes (CGT, CFDT, Sud Santé Sociaux), des militantEs du Comité de défense des hôpitaux de proximité et des éluEs et responsables politiques. Parmi lesquels Christian Troadec, maire de Carhaix, Mélanie Thomin, députée socialiste du Finistère et Philippe Poutou. En termes d'organisations politiques, hors quelques drapeaux de l'UDB, le NPA-*l'Anticapitaliste* semblait être le seul à avoir appelé largement au rassemblement.

Au sortir de son audition, et après un passage par la case cellule (!), Matthieu Guillemot a réaffirmé que « le 14 septembre dernier, il n'y a eu ni violence ni de dégradation dans le bâtiment de l'ARS. A Carhaix, nous avons l'habitude de nous battre et nos méthodes sont connues : la détermination et la non-violence », et que son audition, comme celles à venir des 9 autres militantEs, participait d'une **tentative de « criminalisation des mouvements sociaux et syndicaux »**.

Faisant référence à la condamnation pour apologie du terrorisme visant le secrétaire de la CGT du Nord, ou à la plainte pour « diffamation et injures publiques » de Darmanin contre un militant de Sud Éducation du Finistère, Philippe Poutou a dénoncé une « **répression du mouvement social qui se généralise. Dès qu'on milite, qu'on conteste, qu'on est en opposition au pouvoir ou que l'on défend les services publics, on est menacé et entravé par des convocations policières, par des menaces judiciaires** ».

### La lutte continue

Loin de se laisser intimider, chaque jour et jusqu'au 28 mai, les manifestantEs continueront de soutenir Matthieu, Cathy, Sandrine, Rachel, Andréa, David, Caroline, Thomas, Bahar et Stéphanie, leurs camarades de lutte pour les urgences de l'hôpital de Carhaix. Le 22 mai, les syndicats CFDT, CGT et SUD Santé Sociaux du CHRU de Brest/Carhaix ainsi que leurs unions syndicales départementales rassemblaient plus de 300 personnes contre la répression et la judiciarisation de la lutte. Et vendredi 24 mai, 600 personnes assistaient à la réunion publique à Carhaix pour **imposer l'application du protocole et la réouverture du service des urgences 7 jours / 7 et 24h/24**.

